N° 5729¹³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2009-2010

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****concernant les installations à gaz**

* * *

AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(21.12.2009)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 25 mai 2007 à la Chambre des Députés par la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.

Un exposé des motifs était joint au texte du projet de règlement grand-ducal.

Actuellement les installations au gaz naturel et au gaz liquéfié sont soumises aux prescriptions du règlement grand-ducal du 14 août 2000 relatif aux installations de combustion alimentées en gaz.

Ce règlement du 14 août 2000 a introduit un système de réception et de révision des installations au gaz.

La procédure de la réception est identique à celle appliquée par l'administration de l'Environnement dans le domaine du chauffage aux combustibles liquides: réception par les agents du service compétent de la Chambre des Métiers, saisie des installations dans un fichier. Lors de la réception les aspects relatifs à la sécurité de l'installation et à la qualité de la combustion sont contrôlés.

Tous les quatre ans l'utilisateur doit faire procéder par une entreprise de chauffage à la révision de son installation. Pendant cette révision les mêmes contrôles sont effectués que lors de la réception.

Par ailleurs ce règlement grand-ducal du 14 août 2000 incorpore plusieurs annexes techniques et introduit au Luxembourg, sur une base légale solide, des dispositions techniques relatives aux installations à gaz.

La gestion informatique des réceptions et révisions des installations est prise en charge par le ministère de l'Economie et du Commerce extérieur. L'enregistrement et la gestion du fichier des entreprises concernées, la formation et le suivi des contrôleurs sont pris en charge par la Chambre des Métiers.

Le règlement grand-ducal du 14 août 2000 relatif aux installations de combustion alimentées en gaz couvre aussi bien les aspects de l'utilisation rationnelle de l'énergie primaire que ceux ayant trait à la sécurité de ces installations.

L'application pratique du règlement grand-ducal du 14 août 2000 a mis en évidence un certain nombre de problèmes d'ordre technique et d'incohérences du texte propre du règlement par rapport à ses annexes, qui finalement ont conduit à élaborer une nouvelle version de cette législation.

Enfin les expériences vécues par les agents de la Chambre des Métiers sur place lors de l'exécution de la procédure de réception ont glissé dans les textes révisés et la collaboration précieuse de la Chambre des Métiers, de la Fédération des Installateurs et des représentants des entreprises de distribution de gaz naturel a permis d'affûter les prescriptions techniques.

La base légale du projet de règlement grand-ducal sous avis est constituée par la loi du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie, telle que modifiée; la loi du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère, telle que modifiée; la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence; la loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel; et la directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments.

La Chambre des Députés a été saisie de l'avis de la Chambre de Commerce du 18 juin 2007, de l'avis du Conseil d'Etat du 21 décembre 2007 et de l'avis de la Chambre des Métiers du 17 janvier 2008.

Suite à des amendements gouvernementaux en date du 28 janvier 2009, la Chambre des Députés a été saisie de l'avis de la Chambre de Commerce du 20 février 2009.

Le Conseil d'Etat a émis un avis complémentaire en date du 31 mars 2009.

Par la suite la Chambre des Députés a été saisie de l'avis de la Chambre des Métiers du 10 avril 2009.

Suite à une prise de position du Gouvernement du 20 novembre 2009 relative à l'avis complémentaire du Conseil d'Etat du 31 mars 2009, la Chambre des Députés a été saisie d'un texte coordonné du projet de règlement grand-ducal.

*

La Conférence des Présidents donne son assentiment au texte gouvernemental.

Luxembourg, le 21 décembre 2009

Le Secrétaire général,
Claude FRIESEISEN

*Pour le Président de la Chambre des Députés,
la Vice-Présidente de la Chambre des Députés,*
Lydia MUTSCH